Nations Unies S/PRST/2004/35



Conseil de sécurité

Distr. générale 12 octobre 2004 Français Original: anglais

Déclaration du Président du Conseil de sécurité sur l'élection présidentielle en Afghanistan

Le Conseil de sécurité se félicite de l'élection présidentielle qui a eu lieu le 9 octobre 2004 en Afghanistan, souligne qu'elle constitue une étape historique importante de l'évolution politique du pays et félicite les millions d'électeurs afghans, parmi lesquels de nombreuses femmes et de nombreux réfugiés, qui ont montré leur attachement à la démocratie en participant à la première élection au suffrage universel du chef de l'État. Il se félicite en outre de la large représentation politique, illustrée par la présence de 18 candidats à la présidence. Il rend hommage à la Police nationale afghane et à l'Armée nationale afghane pour le rôle qu'elles ont joué, avec l'aide des forces de sécurité internationales, dans le renforcement de la sécurité au cours de la période électorale.

Le Conseil salue le travail de l'Organe mixte d'administration des élections et rend hommage à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, qui ont brillamment contribué aux préparatifs de cette élection. Il salue aussi les efforts déployés par l'Organe mixte pour aller au-devant des préoccupations de tout candidat et donner encore plus de transparence aux opérations électorales, et attend avec intérêt une déclaration finale.

Le Conseil prie instamment le Gouvernement afghan, aidé en cela par la communauté internationale, de continuer à faire face aux problèmes qui persistent en Afghanistan (sécurité, préparation des élections législatives d'avril 2005 dans les délais, reconstruction des institutions, lutte contre les stupéfiants, et désarmement, démobilisation et réinsertion des milices afghanes).

Le Conseil demande aux autorités afghanes de préparer et de tenir dans les délais des élections législatives sans exclusive et lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle les aide à mener à terme le processus électoral arrêté dans l'Accord de Bonn.

Le Conseil s'engage à continuer à apporter son soutien au Gouvernement et au peuple d'un Afghanistan souverain alors qu'ils reconstruisent leur pays, renforcent les fondements de la démocratie constitutionnelle, et prennent la place qui leur revient dans la communauté des nations, et demande à la communauté internationale, au sein de laquelle l'Organisation des Nations Unies doit jouer un rôle central, de les soutenir dans cette entreprise.